



ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION
REGION TANGER – TETOUAN- AL HOCEIMA

Direction Provinciale de Fahs Anjra

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 04/16/FA

En séance publique du : 31/03/2016

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Approvisionnement des cantines scolaires, relevant de la
direction provinciale de Fahs Anjra, en denrées
alimentaires.**

En deux (02) lots séparés

*Appel d'Offres ouvert sur offre des prix pour passation d'un marché, en vertu des
dispositions*

de :

- Articles 9, 11 (alinéa 2), 12 (alinéa 1), 16 (alinéa 1, paragraphes 1 et 2)*
 - la sous-section première du Chapitre IV (Articles 17 à 45)*
- du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.*

Exercice 2016

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION.....	2
ARTICLE 2 : MAITRE D’OUVRAGE.....	2
ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D’APPEL D’OFFRES.....	2
ARTICLE 4 : RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION	2
ARTICLE 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	2
ARTICLE 6 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 8 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	5
ARTICLE 9 : REPARTITION EN LOTS	6
ARTICLE 10 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS	6
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES ECHANTILLONS	6
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	7
ARTICLE 14 : MONNAIE	7
ARTICLE 15 : LANGUE	7
ARTICLE 16 : VISITE DES LIEUX.....	8
ARTICLE 17 : CRITERES D’ATTRIBUTION DU MARCHE.....	8

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet **Approvisionnement des cantines scolaires, relevant de la direction provinciale de Fahs Anjra, en denrées alimentaires, en deux lots s au titre de l'exercice 2016** Passé en vue de conclure **un marché** en application des dispositions du Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics et notamment de :

- Les articles 9, 11 (alinéa 2), 12 (alinéa 1), 16 (alinéa 1, paragraphes 1 et 2)

La sous-section première du Chapitre IV (Articles 17 à 45) –

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par ledit Décret. Toute disposition contraire est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions du Décret précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passés suite au présent appel d'offres est LE DIRECTEUR PROVINCIAL DE FAHS ANJRA.

ARTICLE 3 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'Article 19 du Décret 2-12-349, relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres est constitué de :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Le Cahier des Prescriptions Spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle de bordereau des prix et détail estimatif ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent Règlement de la Consultation

ARTICLE 4 : RETRAIT DES DOSSIERS DE CONSULTATION

Le dossier d'appel d'offres est mis **gratuitement** à la disposition des concurrents dans les bureaux indiqués dans l'avis d'appel d'offres dès la parution du ^{1er} avis d'appel d'offres et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés de l'Etat (www.marchespublics.gov.ma) .

ARTICLE 5 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'Article 24 du Décret 2-12-349 précité :

- 1- Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés issus du présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :
 - justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
 - sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2- Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes faisant l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du décret 2-12-349 ou en vertu d'une réglementation antérieure ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans la présente procédure de passation de marchés.

ARTICLE 6 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

I- Conformément aux dispositions de l'Article 25 du Décret 2-12-349 précité, chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier Administratif, comprend :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres:

- a- une déclaration sur l'honneur dûment signée et cachetée, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret 2-12-349 et dont un modèle est joint au présent dossier d'appel d'offres ;
- b- l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c- pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret 2-12-349.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a- Selon la forme juridique du concurrent, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent ;
une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a est imposé ;
- c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d- le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

e- Pour les concurrents non installés au Maroc : l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B- En raison de la nature des prestations, le Dossier technique, comprend :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécuté ou à l'exécution desquelles il a participé et la qualité de sa participation ;
- Les attestations -ou leurs copies certifiées conformes à l'originale- délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Remarques :

- ***Pour l'évaluation des capacités techniques des concurrents, ne seront retenues que les attestations de références relatives à des prestations similaires aux prestations objet du présent appel d'offres, exécutées durant la période de 2010 à 2015.***
- ***En respect des principes d'égalité de traitement et d'accès à la commande publique, les contrats de formation insertion ne seront pas admis dans le cadre du présent appel d'offres.***

C- Le Dossier Additif, comprend :

- Le présent RC signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages.

ARTICLE 7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales (CPS) paraphé sur toutes ses pages et signé avec la mention « lu et accepté » sur sa dernière page, les pièces des dossiers administratif, technique et additif, prévus à l'article 6 ci-dessus, **une offre financière. Cette offre financière comprend :**

a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un exemplaire unique sur la base du modèle joint au présent

Dossier d'Appel d'Offres.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'une même personne puisse représenter plus d'un concurrent à la fois dans la présente procédure.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret 2-12-349, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b- le bordereau des prix et le détail estimatif, établis par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé **en chiffres et en toutes lettres**. Les prix unitaires du bordereau des prix doivent être libellés **en chiffres**.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 8 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et **l'indication des lots** ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que **"le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis"**.

2- Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

a) **la première enveloppe** contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet ainsi que le dossier additif. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention **"dossiers administratif et technique"**;

b) la deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

3- Les deux (2) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- **le nom et l'adresse du concurrent** ;

- l'objet du marché et l'indication du ou des lots concernés ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 9 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres est lancé en deux lots séparés :

<i>Lot n° : 01 (Gaufrette et Biscuit)</i>
<i>LOT n° :02 (Lait et Fromage)</i>

Les soumissionnaires peuvent présenter leurs soumissions pour un ou plusieurs lots. Ils peuvent devenir attributaires d'un ou plusieurs lots.

ARTICLE 10 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés contre récépissé, dans les bureaux du Maître d'Ouvrage indiqués dans l'avis d'appel d'offres.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- Soit remis, séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixée ne sont pas admis.

ARTICLE 11 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait des plis fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le Maître d'ouvrage dans le registre spécial.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'Article 10 ci-dessus.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES ECHANTILLONS

Pour tous les Lots (tous les articles).

La remise d'échantillons est obligatoire pour tous les lots pour tous les articles.

Les échantillons exigés par le présent appel d'offre devront être déposés contre récépissé

au bureau des cantines scolaire à la direction de Fahs Anjra au plus tard **le :30/03/2016 à 12H30** (à midi). Et ce, conformément aux dispositions de l'article 34 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 et en respectant les descriptifs techniques mentionnés dans l'article 23 du CPS dudit marché :

N° Article	Désignation	La marque des produit proposées	Forme de présentation de l'échantillon
1	<i>saufrette fine fourrée au cacao(25g à 30g)</i>		Unité
2	<i>Biscuit(de 30g à 35g)</i>		Unité
3	<i>FROMAGE (de 220 g à 230g)</i>		BOITE(16 portions)
4	<i>LAIT UHT</i>		LITRE

ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 14 : MONNAIE

Pour les entreprises marocaines : La monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé est le Dirham marocain.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc : La monnaie dans lesquelles le prix des offres doit être exprimé est l'Euro (€) ou le Dollar US (\$). Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère seront convertis en dirham. Cette conversion s'effectuera sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 15 : LANGUE

Les pièces constitutives du dossier ou l'offre présentée par les concurrents doivent être établies en langue française ou arabe.

ARTICLE 16 : VISITE DES LIEUX

Il est formellement stipulé que le prestataire est réputé avoir parfaite connaissance de la nature et des conditions et difficultés d'exécution des prestations pour les avoir personnellement examiné dans tous leurs détails, avoir visité l'emplacement des locaux prévus, s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition du prix, et avoir obtenu toutes les précisions désirables pour que les prestations soient conformes à toutes les prescriptions du CPS et aux normes en vigueur.

ARTICLE 17 : CRITERES D'ATTRIBUTION DU MARCHE

Pour l'attribution du marché, **le seul critère d'attribution** qui sera pris en considération après admission des concurrents, **est le prix proposé.**

L'offre la plus avantageuse est l'offre **la moins disante** parmi les offres des soumissionnaires qualifiés au regard des dispositions du présent règlement de consultation.

Le prestataire
Lu et accep

Maître d'ouvrage

ANNEXE1

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert, sur offre de prix n°04/16/FA

objet : « *Approvisionnement des cantines scolaires relevant de la délégation de Fahs Anjra en denrée alimentaires* », en deux (02) lots séparés, au titre de l'exercice 2016.

Passé en séance publique, en vertu des articles 16 paragraphe 1 alinéa 2 et 17 paragraphe 3 alinéa 3 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada Ier 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

POUR LES PERSONNES PHYSIQUES

Je (1) soussigné :(Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° :(2)

Inscrit au registre du commerce de : sous n°

Patente n° : (2)

POUR LES PERSONNES MORALES

Je (1) soussigné:(prénom, nom et qualité au sein de l'Entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de : (raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° :(2)

Inscrit au registre du commerce de : (localité) sous n°Patente

n° :(2)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier (d'Appel d'offres) concernant les prestations précisées en objet de la partie A, ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) Remets revêtu (s) de ma signature (un bordereau des prix et un détail estimatif ou la décomposition du montant

global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier (d'appel d'offres).

- (1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur
2) M'engage à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi-même, lesquels font ressortir :

LOT N° : 01

- Montant hors TVA (Taux en % en chiffres et en lettres)
- Montant TVA (en chiffres et en lettres)
- Montant TVA comprise (en chiffres et en lettres)

LOT N° : 02

- Montant hors TVA (Taux en % en chiffres et en lettres)
- Montant TVA (en chiffres et en lettres)
- Montant TVA comprise (en chiffres et en lettres)

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte :
(à la Trésorerie Générale, bancaire ou postale)
Ouvert à mon nom (ou au nom de la société) a :(localité) sous le n°

Fait à :, Le :
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
a) mettre. « Nous, soussignés nous obligeons conjointement et/ou
Solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications
grammaticales correspondantes) ;
b) ajouter l'alinéa suivant. « Désignons (prénoms, noms et qualité) en
tant que mandataire du groupement ».
2) Ces mentions ne concernent pas les administrations publiques, les personnes morales de droit public autre que
l'Etat et les concurrents non installés au Maroc.

Fait à : , Le :
(Signature et cachet du concurrent)

ANNEXE 2 :
MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert, sur offre de prix n°04/16/FA

objet : « *Approvisionnement des cantines scolaires relevant de la délégation de Fahs Anjra en denrée alimentaires », en deux (02) lots séparés, au titre de l'exercice 2016.*

a) Pour les personnes physiques

Je soussigné : (Prénom, nom et qualité)

N° tel..... N° FAX/.. :

Adresse électronique :

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° :(1)

Inscrit au registre du commerce de : (Localité) sous n° (1)

Patente n° : (1)

N° RIB bancaire :

b) Pour les personnes morales

Je soussigné :(Prénom, nom et qualité au sein de l'Entreprise)

N° tel..... N° FAX/.. :

Adresse électronique :

Agissant au nom et pour le compte de :

Au capital de :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

Inscrit au registre du commerce de : (localité) sous n° (1)

Patente n° : (1)

N° RIB bancaire :

Déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites et conditions fixées dans les cahiers des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de son activité professionnelle ;
- 2) Je rempli les conditions prévues à l'article 24 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada Ier 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

3) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser Cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché, et de s'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues à l'article 24 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada Ier 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Que j'octroie les travaux objet du marché à la sous-traitance pour des entreprises petites ou moyennes résidentes au Maroc

4) J'atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et si je suis en redressement Judiciaire, que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité ;

5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par une personne interposée à des pratiques de fraude ou De corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés ;

6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution ;

7) Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

8) J'atteste que je rempli les conditions de l'article 1 de la loi n° 53.00 concernant la charte des petites et moyens entreprises de l'application du dahir n°1.02.188 du 23/07/2002.

9)J'atteste que je ne suis pas en situation de conflits d'intérêt comme stipulée à l'article 168 du Décret n° 2-12-349 du 8 jourmada Ier 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

10)Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article **138 et 159** du Décret n° **2-12-349** du 8 jourmada Ier 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à....., le

Signature et cachet du concurrent (1)

EXE I :MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

